

*Lettre*

*sur les sourds*

*à l'usage des courtes-vues*

*qui souvent sont les mêmes*

(traité thérapeutique)

Marc Rossetti  
ex-Pdt de l'AGEN-UNEF  
( )  
mai 1994



Le congrès de l'AGEN-UNEF, qui s'est tenu les 8 et 9 mai 1991, a procédé à l'examen de son activité durant l'année écoulée. Ce bilan laisse apparaître - malgré des progrès sensibles *relativement à notre situation antérieure* - des carences qui ne nous permettent pas d'influer de manière décisive sur les orientations générales appliquées à l'université.

Plus généralement encore - la Guerre du Golfe l'a mis en évidence - notre activité syndicale, son rayonnement ne modifient pas en profondeur les comportements et les consciences des étudiants. Ces mêmes étudiants qui ont été capables - sont capables - de mobilisations, significatives de la dégradation de *la vie étudiante* et d'une prise de conscience de celle-ci.

#### Paradoxe?

Aux contradictions bien réelles et irréductibles de leur part, s'ajoutent cependant - croyons-nous - nos défauts d'analyse qui tendent à confondre phénomènes d'ensemble et réactions sporadiques. Dès lors, attacher aux uns comme aux autres de ces événements des sens équivalents, conduit à des visions déformées - complaisantes à notre égard - de la réalité: la moindre secousse du milieu étudiantin fait volontiers office de tremblement de terre aux répercussions catastrophiques pour la société.

Ces carences sont à l'image de l'organisation à laquelle nous appartenons: elles proviennent - et de difficultés propres à l'A.G.E. - et de difficultés sises au niveau de l'Union Nationale.

Aussi, puisque nous allons mettre l'accent sur ce qui nous paraît être des insuffisances, il est essentiel de dissiper préalablement des possibles malentendus.

Ce document rend compte d'un état de pensée particulier à notre A.G.E. - et au contexte dans lequel elle évolue.

Et si nous avons été amenés à nous interroger sur le thème: *de quelle Union Nationale avons-nous besoin?* - nous attirons l'attention sur les éléments suivants: nous ne remettons en cause ni le principe même de son existence, ni sa nécessité. Nous ne contestons point son utilité - mieux: nous n'envisageons notre action syndicale qu'en son sein.

Pour autant, devrions-nous taire les divergences - parfois profondes - qui caractérisent les rapports actuels entre l'AGEN-UNEF et l'Union Nationale? Voici un an s'achevait le congrès de Toulouse. Notre délégation y avait eu le sentiment qu'un climat délétère s'instaurait entre AGE, camarades, responsables du syndicat - climat guère propice à un travail collectif. Sentiment fortement

amplifié par la tournure dramatique des discussions. Frustration née d'un débat situé à l'orée des grandes orientations qui s'affrontaient - qui préféra souvent le terrain des allusions, des suspensions et des délations.

Au terme de ces *péripiéties* restait surtout le constat de différences remarquables entre la résolution finale et celle adoptée par le congrès de l'AGEN en mars 1990.

Il importe peu, en définitive, de déterminer les responsabilités respectives aux deux parties dans le développement d'une telle atmosphère. A vouloir savoir qui avait raison, tout le monde finira par avoir tort quand on s'apercevra que le problème était mal posé d'emblée.

Des choix se sont opérés; nous les respectons - comme nous entendons que l'on nous respecte. Il faut maintenant oeuvrer de conserve. Les points communs l'emportent aisément.

C'est dans cet esprit que, lors de notre congrès, nos débats se sont déroulés - nos décisions prises - notre direction élue - ce document-ci élaboré.

#### **De quelle Union Nationale avons-nous besoin?**

Le mouvement sur le budget 90 à peine éteint (décembre 1989), dans lequel nous nous étions complètement investis à Nanterre - avec les ATOSS notamment -, nous formulons des réserves sur le caractère répétitif jusque dans ses propositions revendicatives de ce genre de mouvement. Les automnes 87, 88, et 89 avaient vu l'éclosion de ces luttes importantes réclamant un meilleur budget de l'Enseignement Supérieur.

Il n'y avait de réserves que sur notre incapacité à faire progresser la mobilisation d'une année sur l'autre - quand, dans le même temps, le gouvernement déployait une vaste refonte de tout notre système de formation à partir des dysfonctionnements révélés par les luttes mêmes.

Prisonniers d'un schéma étroit, réducteur: le développement des luttes pourvoira à tout, nous sommes aujourd'hui pris de cours sur les réformes des études et de leur financement (la contractualisation), de l'aide sociale. Pris de cours: c'est à dire incapables d'offrir des perspectives de luttes rassembleuses qui, simultanément, s'opposent aux projets actuels et promeuvent des solutions alternatives crédibles - qui vont au-delà du sacro-saint budget de l'armement.

Conséquence prévisible: un certain essoufflement de la mobilisation cet automne - l'année où les lycéens font irruption dans le débat budgétaire.

La Défense étend son emprise sur la région ouest de l'Île-de-France à la manière d'une pieuvre. Des

modifications fondamentales guettent notre université - qui ne seront pas toutes à vouer aux gémonies. Mais voilà: comment se comporter devant cette réalité - qui bouleversera l'ensemble de la carte universitaire parisienne à moyen terme - sans l'aide de l'Union Nationale, du Bureau National notamment, et de la FAGIF? Aide qui ne peut se réduire à un supplément de forces militantes ou à un manuel des techniques charismatiques - aide qui passe *obligatoirement* par un soutien théorique et informationnel: aux responsables d'AGE et d'associations, aux élus.

A fortiori maintenant que nous ne sommes plus soumis à des contraintes financières - facteur qui limita et absorba naguère l'activité de l'Union Nationale.

Dans sa résolution, le 74ème congrès confirmait, à ses yeux, la validité de l'orientation définie au 72ème congrès, à savoir: *la stratégie du rassemblement*. Aux querelles d'écoles près, personne ne remet ouvertement en cause cette orientation dans notre organisation.

Seulement 1987 - date du 72ème congrès - s'éloigne. Les changements stratégiques qui prévalurent alors se réalisent désormais dans un autre cadre. Notre stratégie elle-même s'est trouvée depuis confrontée à des cas de figures inédits en 87, en 88 (lors du 73ème congrès) ou bien en 90. La puissante déferlante contre le projet Devaquet commence à sentir la naphtaline - les bacheliers 91 qui entreront cette année à la fac étaient pour la plupart en 4° à l'époque! Les mouvements de reflux atteignent tous les syndicats étudiants - plus ou moins, mais *tous* - comme le montrent les chutes vertigineuses de la participation étudiante aux élections universitaires.

Dès ce moment, la gifle prise par l'UNEF-ID aux élections aux CROUS se révèle un bien piètre motif de satisfaction - relent des anciennes guéguerres politiciennes que le mouvement étudiant relégua aux placards en 1986. Surtout elle nous masque une partie essentielle de la situation: plus que le désaveu d'une organisation pro-gouvernementale - indiscutable celui-ci - et de la politique du gouvernement, son effondrement marque le fossé aggravé entre les étudiants et les syndicats censés les représenter. Sur fond d'un mécontentement - envers la politique gouvernementale? envers une conjoncture difficile mais reçue comme objective? -, ils désertent les bureaux de vote d'où - pensent-ils - ne sortira rien qui puisse faire espérer.

Et nous sommes bien placés pour l'avoir su: à ce jeu-là, c'est l'organisation majoritaire qui, d'abord, paie la note.

De là les luttes sporadiques.

Que nous réussissions - dans le meilleur, dans la plupart des cas - à stabiliser notre influence est, *sans absolument aucun doute*, due à notre stratégie de luttes et de rassemblement. Mais où sont les électeurs de l'UNEF-ID de jadis, trompés par une organisation qu'ils percevaient offensive, intraitable? Loin de nous rejoindre, ceux-là ont rejeté en bloc le syndicalisme étudiant. Ceux-là qui bien souvent nous côtoient dans les mouvements revendicatifs - n'acceptent pas les visées impérialistes et les entreprises belliqueuses de l'Occident, et militent au sein des comités anti-guerre.

Notre expérience sur Nanterre nous conduit à avancer l'opinion suivante: ce n'est ni l'organisation en soi, ni les militants qui sont usés; ce n'est pas la lutte qui se démode - la méfiance provient d'une activité au coup par coup, perçue comme une suite de campagnes publicitaires réduite à des slogans en guise de revendications, qui ne domine pas la situation.

Une fois l'initiative menée à sa fin, les comités se dissolvent. Nous n'avons plus guère que l'adhésion à proposer pour garder le contact avec les étudiants qui se sont battus à nos côtés - nous à leur côtés. L'adhésion manquée - et ce n'est pas toujours notre inappétence en matière d'organisation qui en est responsable *ou cela se saurait* - nous sommes désemparés, suspendus au prochain problème qui pourra fournir une occasion de retrouvailles.

C'est cette faiblesse, *cette attitude fondamentalement défensive* face à l'événement - de quelque rhétorique que nous puissions nous servir - qui introduit le doute quant à notre efficacité.

Il s'agirait donc moins de stratégie que de politique.

Mais ce manque d'horizons est préjudiciable au déploiement de notre stratégie *par l'étroitesse de la base de rassemblement qu'il offre*: étroitesse des revendications, étroitesse des champs d'interventions - depuis 1985, le terrain des formations a été supplanté par la bataille budgétaire: choix qui s'est justifié un temps, en notant toutefois qu'il nous a fait *passer au travers* du mouvement Devaquet; choix qui se justifie *encore maintenant, à la condition* de le repréciser et de le combiner à d'autres domaines d'interventions.

Faute de quoi, il ne sera pas rare de relever des comportements rigides, y compris parmi nos plus hauts dirigeants nationaux - lors de la Guerre du Golfe à l'égard du comité de Nanterre, par exemple. Les rassemblements se figent alors dès leur commencement et n'admettent aucun apport nouveau, aucune revendication nouvelle - aucun débat de fond. Les inter-facs deviennent de longues réunions

techniques; toute motion suspecte d'enfreindre le consensus laborieusement édifié; on y a peur de perdre le semblant de main-mise qu'on y a obtenu.

Que la stratégie de rassemblement paraît lointaine quelquefois.

Ces raidissements - qui indique une certaine fébrilité - nous craignons de les voir se reproduire au sein même de notre organisation.

Nous le disions en préambule: un climat lourd de tension pèse sur l'Union Nationale depuis le congrès de Toulouse. Des conflits, çà et là, ont éclaté et sont parfois venus occuper le devant de la scène.

Nous n'avons *ni l'organisation, ni la culture militante* pour gérer et respecter facilement nos désaccords.

Cette remarque vaut aussi pour l'AGEN-UNEF. Elle vaut pour n'importe laquelle de nos structures.

Notre histoire est jalonnée d'oppositions intransigeantes qui confinaient au ridicule et n'évitaient pas le drame, de démissions bruyantes - mais d'abord, et par dessus tout, de soumissions silencieuses.

Rien là qui ne soit démocratique. Riens, pourtant, qui provoquent sentiments de malaise et de frustration. Car, plus qu'un ensemble de règles, la démocratie est un art de vivre.

A l'UNEF, être en désaccord est toujours vécu comme une *trahison*: aussi bien pour celui qui *trahit* que par celui qui *l'est*. Dès que l'on n'est plus d'accord, on est fatalement adversaires - nous pourrions dire: ennemis.

Le propos serait excessif s'il n'était pas déjà une réalité entre le Bureau National et quelques AGE - dont Nanterre.

La manière récente dont le Collectif National a voté l'exclusion d'une grande partie de l'AGE de Jussieu sous le motif d'usurpation de titre a de quoi inquiéter le plus placide des démocrates. Aucun des - toujours? encore? futurs anciens? - camarades de Jussieu mis en cause par le BN n'a été invité à venir s'expliquer; ainsi le CN a rendu un jugement sans informations préalables ni débat contradictoires; la Commission de Contrôle de l'UNEF a été court-circuitée; enfin - et c'est le plus grave - le BN est intervenu autoritairement dans les affaires internes d'une AGE, contrairement aux statuts et règlements qui nous régissent. De tels procédés portent un nom - duquel on affubla calomnieusement notre organisation trop longtemps pour ne pas souffrir le moindre dérapage dans cette direction.

Cet autoritarisme du BN avait été responsable de démêlés orageux sur Nanterre, à l'occasion de la venue de plusieurs suivis.

Dans ce contexte, le moindre incident fournit un prétexte à l'exhalaison des rancœurs accumulées. Le nécessaire débat de fond sur l'UNEF qu'il nous faut dégénère souvent en conflits de personnes - qui obscurcissent la confrontation d'idées, lui font obstacle.

Nous gagnerions à être plus sensibles aux différences si nous formons l'objectif de rassembler et de nous renforcer.

Voilà ce que nous tenions à dire.

Ce document expose l'ensemble de notre conception de l'Union Nationale. De l'estimer utile ne nous dispense pas de la juger aujourd'hui étreinte. L'Union Nationale semble destinée à des petites AGE - qu'une AGE dépasse la centaine d'adhérents et elle se trouvera rapidement projetée au-devant de questions universitaires multiples, complexes qui exigent autre chose qu'un semainier du militant combattant; qu'elle devienne une force électorale prépondérante, et ses élus, ses vice-présidents parfois, auront besoin de repères un peu plus sûrs que nos slogans pour ne pas avoir l'impression coupable, déprimante de *gérer la crise, renonçante* à la fin.

Bon nombre de remarques faites ici pourraient nous être retournées: nous avons bien conscience de n'être pas parfaits. Nous n'avons pas la prétention d'avoir été objectifs - impartiaux. Au moins nous sommes-nous efforcés de mettre à plat nos différences.

Nous ne souhaitons que d'être entendus - et si le BN fait l'analyse que ses résultats plaident pour ses choix, nous pouvons rétorquer qu'à Nanterre nos choix accroissent notre audience. L'heure est moins à dresser nos propres monuments qu'à construire ensemble.

Si le ton requis est parfois dur, c'est que nous nous montrons exigeants - nous attendons beaucoup de l'UNEF. La démarche qui préside à ce texte est celle de l'ouverture. Des solutions existent pour réduire nos désaccords - voilà nos pistes de réflexions.

Et nous demeurons optimistes - pour la suite de nos débats - pour la suite de notre combat. Résolument.

### Remarques rédigées en décembre 2020 :

J'ai écrit cette contribution à l'issue du congrès de l'AGE de Nanterre, qui avait été convoqué sans tenir compte du calendrier national : le congrès de Lyon aura lieu en décembre 1991.

À ce moment-là, je ne suis plus le Pdt de l'AGEN depuis un an (avril 1990). C'est Isabelle qui est la présidente. Moi, je suis, alors, Président de la Commission de contrôle nationale (depuis Toulouse).

Je ne me souviens plus très bien les circonstances exactes de ce texte. Je l'ai écrit puis proposé aux camarades de l'AGE : c'est la raison de son titre, qui n'était là qu'à titre de plaisanterie, pour amuser une compagnie choisie. Il me semble que c'est Isabelle (avec l'accord du bureau d'AGE, où viennent d'entrer une majorité d'indep, anarco-non communistes, pré-écologistes) qui a pris l'initiative de le porter à la connaissance du BN (dont elle était membre), le titre compris : ce qui m'avait surpris et déplu parce qu'il était volontairement insultant envers Olivier Meier et ses sbires, qu'il ne correspondait pas à l'esprit irénique du contenu. (J'aurais préféré qu'on l'enlevât.)

Je ne sais plus comment il a été présenté au BN : vraisemblablement comme une motion du congrès d'AGE. Je n'étais plus dans le circuit officiel (et je n'étais pas encore en couple avec Isabelle - je précise) mais je pense que personne ne s'est trompé sur le fait que j'en étais l'auteur ; je crois qu'Isabelle n'a rien fait pour le cacher non plus, elle était même assez contente de son effet.

[J'ai aussi un souvenir — mais il faut le vérifier, car la mémoire superpose des événements similaires — de Laure Masselot (était-elle encore à Nanterre en mai 91 ?), qui n'était plus non plus au bureau d'AGE, approuvant l'initiative d'Isabelle et de l'AGE de présenter ce texte au BN avec ce titre provocateur.]

Pour tout dire, je me demande comment cette prose - qui n'a eu aucun impact, sinon celui de nous faire plaisir le temps d'une réunion - est parvenue à survivre.

Marc Rossetti

